

éditorial

L'INTENDANCE

UN des aspects bien connus de l'élection présidentielle aux Etats-Unis est la paralysie de la vie publique pendant près d'un an : l'administration n'a que des précautions électorales, elle n'a plus de politique

La pâle copie du système à laquelle nous assistons sur le bon vouloir du général-président entraîne en France des résultats assez nettement différents : la paralysie n'est pas le fait du pouvoir, mais des forces de l'opposition. L'élection présidentielle agit comme un efficace chloroforme. Le gouvernement fait une politique économique parfaitement réactionnaire, va faire voter à la sauvette un budget et un plan de cinq ans, le premier scandaleux par impuissance délibérée, le second incohérent, sans qu'un mouvement de quelque ampleur puisse se déclencher. Mitterrand et l'unité par défaut qu'il représente incarnent à cet égard la forme la plus achevée de la paralysie.

Or quand discuterait-on de l'avenir du pays sinon quand on discute à la fois un plan et un candidat présidentiel au moment où les problèmes à long terme de l'économie française se posent avec le plus de netteté ?

Car « l'intendance » va mal. Certes la « reprise » est en train de se faire. Elle est même assurée. Mais elle ne résout rien. L'économie connaît des phases compliquées où la production s'adapte à la demande, c'est-à-dire à la consommation, de manière variable. Le fait que nous soyons en période de liquidation de stocks, et, par conséquent, de reprise, n'est guère à mettre à la gloire du gouvernement : « Il n'a rien fait pour cela, il s'est borné à avoir du flair. »

La reprise telle qu'elle se produit va entraîner au moins un résultat : on va se mettre à dire partout que les affaires remarchent et

que ça va bien comme ça. Or ce n'est pas le cas. Le capitalisme dispose maintenant de techniques économiques assez efficaces pour pouvoir organiser son propre développement dans des conditions à peu près régulières, sous condition qu'il soit lent, sinon c'est l'inflation. Mais cette lente croissance n'est absolument pas suffisante pour assurer l'avenir du pays.

Premier problème : le plein emploi. En France, depuis une dizaine d'années, la productivité par travailleur a augmenté de 4,5 p. 100 par an, grâce au progrès technique, pendant que la population active était stable. Maintenant cette population active augmente de 1 p. 100 par an. Or la production augmente comme le nombre des travailleurs et comme la productivité de chacun d'eux : $4,5 + 1 = 5,5$ p. 100. Cette arithmétique peu contestable et de difficulté limitée a un gros avantage : elle montre que le gouvernement, si l'on en croit les prévisions qu'il a rendues publiques il y a trois semaines, organise volontairement le sous-emploi de 1 p. 100 des travailleurs disponibles l'année prochaine, soit 200.000 personnes, puisqu'il ne prévoit qu'une production en croissance de 4,5 p. 100 et non de 5,5 p. 100 comme le permettraient les structures actuelles du pays. Comme la situation de l'emploi est déjà en train de se détériorer cette année, les choses risquent de se gâter beaucoup l'an prochain.

Deuxième problème : les besoins collectifs. Dans ce domaine, le budget de 1966 est inacceptable. Les dotations à la santé, à l'équipement social, sportif et culturel, ont été douloureusement rognées, et si l'Education nationale n'est pas aussi maltraitée qu'elle aurait pu l'être, ses crédits restent parfaitement insuffisants devant les besoins.

L'équipement urbain fait lui aussi l'objet

de dotations très insuffisantes : l'Etat et quelques grandes villes vont par exemple renoncer aux options prises sur un certain nombre de terrains faute de crédits pour les acheter. Ce sera autant de moins de construit ou d'équipé. Remarquez bien que si ces terrains figurent au plan d'urbanisme, on finira toujours par les acheter, mais plus tard et plus cher : tout n'est jamais perdu pour tout le monde. De la même manière la timide politique de transformation des structures agricoles, que le gaullisme avait commencé à mettre en place, est, elle aussi, bloquée faute de crédits : les S.A.F.E.R. le savent bien. La recherche scientifique continue à ne recevoir que des aumônes à côté de l'effort massif que font dans ce domaine les Etats-Unis, l'Union Soviétique et la Grande-Bretagne. Enfin, le problème de la Sécurité sociale, dont tout le monde sait qu'il sera déterminant en 1966, ne reçoit dans le budget aucune amorce de solution. Comme il faudra bien payer, l'équilibre budgétaire n'est qu'une hypocrisie. Un budget hypocrite, organisant le sous-développement et le chômage : il suffirait d'une seule de ces raisons pour le refuser.

•

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement propose en même temps au Parlement un projet de plan contradictoire par ses ambitions avec le budget : c'est le signe qu'il ne tient pas pour nécessaire de réaliser ce plan. En outre, le plan en question n'est pas cohérent, car il ne repose sur aucune politique financière capable de le réaliser. Le P.S.U. l'avait déjà montré dans son projet de contre-plan, élaboré au moment où ont été connues les options préparatoires. Cette incohérence s'est aggravée dans le projet définitif, au point que les patrons eux-mêmes, qui avaient pourtant voté les options préparatoires, ont fait mine de ne pas vouloir le voter au Conseil économique et social. Mais les solidarités d'intérêts sont une chose sérieuse. Les patrons ont voté, après une chaude nuit de négociations dans les bureaux de Pompidou. Les contradictions ne sont évidemment pas résolues pour autant.

En gros, l'affaire est simple : aucune société capitaliste n'a jamais pu réaliser à la fois un développement rapide, le plein emploi, et la stabilité monétaire. Or le plan, qui ne prévoit d'ailleurs pas tout à fait le plein emploi

pour 1970, prévoit cependant une croissance presque honorable de l'économie nationale. C'est dire que le risque d'inflation est grand. Et c'est pourquoi Giscard fait une politique différente. A terme, il n'est pas question de réaliser les objectifs sociaux du plan, pourtant dramatiquement insuffisants.

Ceci démontre clairement qu'un développement harmonieux de la société française et européenne — car l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la Hollande se débattent au milieu des mêmes problèmes que nous — ne peut être réalisé que grâce à l'emploi des techniques de gestion économique et financière socialistes. On ne peut maintenir la stabilité monétaire qu'exige le développement des échanges internationaux que si l'Etat a la direction effective de l'émission de monnaie et du crédit, tout comme il a fallu, autrefois, lui conférer le monopole de rémission des billets. L'essentiel du crédit est déjà nationalisé. Il reste à compléter cette mesure, mais surtout à organiser de manière efficace, rigoureuse et peu coûteuse, le secteur public du crédit.

C'est seulement lorsqu'il sera devenu possible grâce à ces mesures, de diriger et d'orienter efficacement l'économie, qu'un plan redeviendra possible. A ce moment se posera le problème de la hiérarchie des choix qu'il conviendra de faire pour s'acheminer vers une société plus communautaire, et par là, vers le socialisme.

Mais ce qui se passe actuellement, et la nature de la plate-forme économique et financière sur laquelle le général-président veut appuyer sa campagne, montrent que le capitalisme n'est pas près de sortir de ses difficultés. Ce sont nos chances. Le mouvement socialiste ne pourra cependant les saisir que s'il arrive par la précision et la netteté de ses propositions politiques, à convaincre l'opinion qu'il est capable d'assurer dans de bonnes conditions l'avenir du pays alors que la droite ne l'est pas.

Georges Servet.